



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Association Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation d'Aillevillers

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation d'Aillevillers

13, rue de la Vaivre - 70320 AILLEVILLERS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Association Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation d'Aillevillers

13, rue de la Vaivre - 70320 AILLEVILLERS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation d'Aillevillers,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation d'Aillevillers relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Chalon-sur-Saône, le 15 mai 2025

KPMG SA

Sylvie Merle

Associée

BILAN - ACTIF

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

(c) CERFRANCE BFC

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2023 et COMPARAISON AVEC Harmonisation au 3

ACTIF	Exercice du	01/01/24 au 31/12/24 Valeur nette	01/01/23 au 31/12/23 Valeur nette	Variation N / N-1 en valeur	N-1 en %
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilitisations incorporelles					
Frais d'tablissement					
Frais de recherche et d'veloppement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets et droits similaires					
Autres					
Immobilitisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilitisations corporelles					
Terrains		18 402,68	18 974,09	-571,41	-3,01
Constructions		684 642,90	723 947,50	-39 304,60	-5,43
Installations techn., mat'riel et outill. ind.		65 366,61	71 767,56	-6 400,95	-8,92
Autres		59 808,38	67 611,01	-7 802,63	-11,54
Immobilitisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reus par legs ou donations dest. à être ceds					
Immobilitisations financi'eres					
Participations et cr'ances rattache'es		16 086,81	15 658,17	428,64	2,74
Autres titres immobilis'es					
Pr'ts					
Autres		1 869,10	1 869,10		
TOTAL (I)		846 176,48	899 827,43	-53 650,95	-5,96
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours		5 654,32	6 837,44	-1 183,12	-17,30
Cr'ances					
Cr'ances clients, usagers et comptes ratt.		195 076,03	221 993,47	-26 917,44	-12,13
Cr'ances reues par legs ou donations					
Autres		83 832,38	54 298,01	29 534,37	54,39
Valeurs mobili'eres de placement					
Instruments de tr'sorerie					
Disponibilit's		162 590,40	213 982,30	-51 391,90	-24,02
Charges constat'es d'avance		2 998,62	2 568,53	430,09	16,74
TOTAL (II)		450 151,75	499 679,75	-49 528,00	-9,91
Frais d'mission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		1 296 328,23	1 399 507,18	-103 178,95	-7,37

PASSIF	Exercice du 01/01/24 au 31/12/24	Exercice du 01/01/23 au 31/12/23	Variation N / N-1	
			en valeur	en %
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Ecart de réévaluation				
Réserves				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves pour projet de l'entité				
Autres				
Report à nouveau	235 614,72	288 880,17	-53 265,45	-18,44
Excédent ou déficit de l'exercice	-9 651,18	-53 265,45	43 614,27	81,88
<i>Situation nette (sous total)</i>	<i>225 963,54</i>	<i>235 614,72</i>	<i>-9 651,18</i>	<i>-4,10</i>
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement	466 455,52	455 553,29	10 902,23	2,39
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	692 419,06	691 168,01	1 251,05	0,18
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés				
TOTAL (II)				
PROVISIONS				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	31 992,00	29 762,00	2 230,00	7,49
TOTAL (III)	31 992,00	29 762,00	2 230,00	7,49
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des etbs de crédit	301 399,41	350 124,07	-48 724,66	-13,92
Emprunts et dettes financières diverses				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	37 159,39	40 412,57	-3 253,18	-8,05
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	58 383,33	94 873,00	-36 489,67	-38,46
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	11 623,34	16 174,57	-4 551,23	-28,14
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	163 351,70	176 992,96	-13 641,26	-7,71
TOTAL (IV)	571 917,17	678 577,17	-106 660,00	-15,72
Ecart de conversion passif				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 296 328,23	1 399 507,18	-103 178,95	-7,37

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2023 et COMPARAISON AVEC Harmonisation au 3

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23	Variation N / N-1 en valeur	N-1 en %
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations	1 735,00	2 982,00	-1 247,00	-41,82
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
<i>Dont ventes de dons en nature</i>				
Ventes de prestations de service	667 775,10	589 973,23	77 801,87	13,19
<i>Dont parrainages</i>	124 189,18	63 227,65	60 961,53	96,42
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	641 954,57	633 282,85	8 671,72	1,37
Versements des fondateurs ou cons. dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels	580,00	330,00	250,00	75,76
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortis, dépr., prov. et transf. charges	27 575,14	18 291,57	9 283,57	50,75
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	214,34	155,82	58,52	37,56
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 339 834,15	1 245 015,47	94 818,68	7,62
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises et autres achats	131 258,19	121 750,53	9 507,66	7,81
Variation de stock	1 183,12	-1 057,58	2 240,70	211,87
Autres achats et charges externes	333 426,53	317 836,02	15 590,51	4,91
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	19 357,69	18 302,63	1 055,06	5,76
Salaires et traitements	609 303,45	601 481,82	7 821,63	1,30
Charges sociales	190 971,89	185 437,52	5 534,37	2,98
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	97 326,03	81 733,87	15 592,16	19,08
Dotations aux provisions	2 230,00	5 516,00	-3 286,00	-59,57
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	23 986,50	796,55	23 189,95	
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 409 043,40	1 331 797,36	77 246,04	5,80
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-69 209,25	-86 781,89	17 572,64	20,25
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	1 768,05	2 640,04	-871,99	-33,03
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de VMP				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	1 768,05	2 640,04	-871,99	-33,03
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréc. et aux prov.				
Intérêts et charges assimilées	6 831,08	5 323,55	1 507,53	28,32
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de VMP				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)	6 831,08	5 323,55	1 507,53	28,32
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-5 063,03	-2 683,51	-2 379,52	-88,67
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-74 272,28	-89 465,40	15 193,12	16,98
PRODUITS EXCEPTIONNELS				

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2023 et COMPARAISON AVEC Harmonisation au 3

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23	Variation N / N-1 en valeur en %	
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	73 066,69	52 399,82	20 666,87	39,44
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	73 066,69	52 399,82	20 666,87	39,44
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	7 503,90	11 085,50	-3 581,60	-32,31
Sur opérations en capital		5 114,37	-5 114,37	-100,00
Dotations aux amortissements, aux dépréc. et aux prov.	941,69		941,69	
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	8 445,59	16 199,87	-7 754,28	-47,87
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	64 621,10	36 199,95	28 421,15	78,51
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 414 668,89	1 300 055,33	114 613,56	8,82
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 424 320,07	1 353 320,78	70 999,29	5,25
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-9 651,18	-53 265,45	43 614,27	81,88
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat	8 458,56	8 271,36	187,20	2,26
TOTAL	8 458,56	8 271,36	187,20	2,26
CHARGES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature				
Personnel bénévole	8 458,56	8 271,36	187,20	2,26
TOTAL	8 458,56	8 271,36	187,20	2,26
TOTAL	-9 651,18	-53 265,45	43 614,27	81,88

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 1 296 328,23 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un déficit de -9 651,18 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Par ailleurs, nous apportons des précisions concernant les faits suivants :

DESCRIPTION DE L'ASSOCIATION :

L'association a pour but :

1) de donner aux familles qui en sont membres les moyens d'exercer leurs droits et d'assumer leurs responsabilités, notamment en ce qui concerne l'éducation, l'orientation et la formation professionnelle, générale, morale et sociale des enfants fréquentant la MFR.

2) d'assumer la création, la gestion et la responsabilité légale, morale et financière de la MFR.

3) de participer à l'animation et au développement du milieu dans lequel est implantée la MFR et d'assurer toutes activités d'éducation populaire ainsi que toutes actions à caractère éducatif, social ou familial

L'association adopte pour le fonctionnement de la MFR les moyens et méthodes définis par l'Union Nationale des MFR et en particulier :

- la répartition des adolescents(es) en groupes restreints.
- l'alternance du temps de formation des adolescents(es) dans le milieu professionnel, la famille et dans la MFR
- l'accueil des adolescents(es) en internat comme partie intégrante de la formation et du projet éducatif à la MFR

FAITS MARQUANTS :

Application du plan comptable des MFR, version 2022.

Sortie des immobilisations d'une maison qui avait été vendue en 1979

EVENEMENTS POST-CLOTURE :

Néant

RAPPORT D'ACTIVITE DE L'EXERCICE :

- Effectifs en légère augmentation au niveau du contrat avec le ministère de l'Agriculture (120 élèves remontés en 2024 pour 115 en 2023 pour 108 en 2022)
- 23 jeunes apprentis étaient scolarisés à la fin de l'année
- La MFR d'Aillevillers a ouvert la formation CAPa Travaux Forestiers à la rentrée de 2023 sous statut apprentissage, cette formation s'est ouverte sous statut scolaire à la rentrée de septembre 2024. 6 jeunes ont commencé cette formation (2 statuts scolaire et 4 apprentis)
- Le contrat de l'animatrice-veilleuse de nuit a été conclu en CDI.
- Un arrêt de travail long débouchant sur une inaptitude pour l'homme d'entretien nous a contraints à le remplacer par un nouveau salarié (Lucas FRECHIN), formé par Michel BERNARD (en CDD à mi-temps pour l'année)
- Le renforcement du pôle administratif a également été acté avec le recrutement de Marine LAROCHE à compter de septembre à 60%
- Une nouvelle apprentie en BTS ESF a aussi été embauchée en tant qu'aide monitrice pour 2 ans (Lola PETIT)
- L'association poursuit la mise en œuvre de son projet d'association, écrit et présenté en 2022.

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2023 et COMPARAISON AVEC Harmonisation au 3

- Des investissements ont été effectués en 2024 : cuisine, mobilier d'internat, matériel pédagogique...
- Un contrôle sanitaire de la cuisine nous a imposé une mise aux normes de process et de matériel.
- Le directeur de la MFR, Guillaume VILLEQUEZ, a demandé au Conseil d'Administration de pouvoir faire des missions dans le cadre du dispositif "directeurs de transition", il a effectué une mission à la MFR de Mandeure d'octobre à décembre 2024 en complément de sa mission à Aillevillers.

Effectifs de début d'année scolaire 2024/2025 :

Formation initiale :

- 4ème - 3ème : 64 élèves
- CAPa SAPVER : 27 élèves
- CAPa TF : 2 élèves
- BAC PRO : 27 élèves

Soit un total de 120 élèves ayant suivi une formation initiale

Apprentissage :

- CAPa SAPVER : 2 élèves
- CAPa TF : 5 élèves
- BAC PRO : 16 élèves

Soit un total de 23 apprentis ayant suivi une formation en apprentissage

Formation continue :

- BP RCF : 0 stagiaire
- CAPA JP : 15 stagiaires (suite au nouvel appel d'offre régional, nous avons terminé une session 23/24, et ouvert une session uniquement 2024, de mars à décembre).

Soit un total de 15 stagiaires ayant suivi une formation continue

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle
- comparabilité et continuité de l'exploitation
- régularité et sincérité
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Un montant chiffré de bénévolat a été constaté durant cet exercice.

Ce dernier concerne les Membres du CA et du Bureau et a été estimé à la somme de 8 458,56 €, calculé en fonction du nombre d'heures consacrées (712 h) et du taux du SMIC horaire en vigueur (11,88 €)

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été arrêtés conformément au plan comptable général défini par le règlement 2014-03 modifié de l'Autorité des Normes Comptables, complété du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode rétrospective.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Option de traitement des charges financières :

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Option de traitement des charges financières :

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Constructions	10 à 30 ans
- Agencement et aménagement des constructions	5 à 15 ans
- Installations techniques	5 à 15 ans
- Matériels et outillages industriels	5 à 15 ans
- Matériels et outillages	5 à 10 ans
- Matériel de Transport	4 ans
- Matériel de Bureau	3 à 7 ans
- Mobilier	3 à 10 ans
- Matériel informatique	3 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les immobilisations financières sont composées de parts sociales CAFC à hauteur de 16 086.81 € et d'une caution datant de l'année 1985 pour 1 869,10 €

PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISÉS, VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

STOCKS

Les stocks sont évalués selon la méthode premier entré, premier sorti (FIFO).

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks.

Dans la valorisation des stocks, les intérêts sont toujours exclus.

Une provision pour dépréciation des stocks, égale à la différence entre la valeur brute (déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus) et le cours du jour ou la valeur de réalisation (déduction faite des frais

proportionnels de vente), est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées correspondent à la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant le mode linéaire.

INFORMATION SUR LES TRANSACTIONS

Absence de transactions non courantes et non conclues dans des conditions normales

INFORMATIONS SUR LES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

Etat :

- Subvention de fonctionnement versée par la Ministère de l'Agriculture : 525 964 €
- Subvention de financement des visites médicales : 920 €

Région :

- Aide à l'équipement des élèves versée par la Région BFC : 3 884.00 €

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2023 et COMPARAISON AVEC Harmonisation au 3

CADRE A		IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations	
				suite à réévaluation	acquisitions
INCORP.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	1 728		
	Terrains		60 976		
	Constructions		582 932		
CORP.		Sur sol propre			
		Sur sol d'autrui			
		Inst. générales, agencés & aménagés construct.	1 399 343		6 590
	Installations techniques, matériel & outillage industriels		128 508		10 576
		Inst. générales, agencés & aménagés divers			
	Autres immos corporelles	Matériel de transport	140 644		
		Matériel de bureau & mobilier informatique	133 694		2 325
		Emballages récupérables & divers	14 502		12 705
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
		TOTAL	2 460 600		32 195
FIN.	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations		15 658		429
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières		1 869		
		TOTAL	17 527		429
TOTAL GENERAL			2 479 856		32 624

CADRE B		IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des	Réévaluation
			par virt poste	par cessions	immob. fin ex.	légal/Valeur d'origine
INCORP.	Frais d'établissement & dévelop.	TOTAL				
	Autres postes d'immob. incorporelles	TOTAL			1 728	
	Terrains				60 976	
	Constructions				550 932	
CORP.		Sur sol propre		32 000		
		Sur sol d'autrui				
		Inst. gal. agen. amé. cons			1 405 933	
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.			5 744	133 339	
		Inst. gal. agen. amé. divers				
	Autres immos corporelles	Matériel de transport			140 644	
		Mat. bureau, inform., mobilier		13 852	122 167	
		Emb. récupérables & divers		1 924	25 283	
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
		TOTAL		53 520	2 439 275	
FIN.	Particip. évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations				16 087	
	Autres titres immobilisés					
	Prêts & autres immob. financières				1 869	
		TOTAL			17 956	
TOTAL GENERAL				53 520	2 458 959	

(1) Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

CADRE A

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amorts sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	1 728			1 728
TOTAL	1 728			1 728
Terrains	42 002	571		42 573
Sur sol propre	582 932		32 000	550 932
Constructions				
Sur sol d'autrui				
Inst. générales agen. aménag.	675 396	45 894		721 290
Inst. techniques matériel et outil. Industriels	56 740	16 977	5 744	67 972
Inst. générales agencem. amén.				
Autres immobs corporelles				
Matériel de transport	127 096	8 513		135 609
Mat. bureau et Informatiq., mob.	80 766	13 783	13 852	80 696
Emballages récupérables divers	13 368	537	1 924	11 981
TOTAL	1 578 300	86 275	53 520	1 611 054
TOTAL GENERAL	1 580 028	86 275	53 520	1 612 783

CADRE B

**VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS
DÉROGATOIRES**

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		DOTATIONS		REPRISES		Mouv. net des amorts fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel
Frais d'établissement						
Fonds commercial						
Autres immobs incorporelles						
TOTAL						
Terrains						
Constr.	Sur sol propre					
	Sur sol autrui					
	Inst. agenc. et amén.					
Inst. techn. mat. et outillage						
A. Immo. corp.	Inst. gales, ag. am div					
	Matériel transport					
	Mat. bureau mobilier inf.					
	Emballages réc. divers					
TOTAL						
Frais d'acquisition de titres de participations						
TOTAL GÉNÉRAL						
Total général non ventilé						

CADRE C

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				

CRÉANCES DOUTEUSES

Une provision pour dépréciation de créances douteuses a été constatée au cas par cas sur l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	1 869		1 869
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	14 247	14 247	
	Autres créances clients	192 822	192 822	
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés	720	720	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	796	796	
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres			
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	coll. publiques			
	Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Divers	73 255	73 255	
	Groupe et associés (2)	42	42	
renvois	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres) (3)	9 020	9 020	
	Charges constatées d'avance	2 999	2 999	
TOTAUX		295 769	293 900	1 869
(1)	Montant des	- Créances représentatives de titres prêtés		
		- Prêts accordés en cours d'exercice		
(2)		- Remboursements obtenus en cours d'exercice		
(2)	Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)			
(3)	Créances reçues par legs ou donations			

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	2 999
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	2 999

PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	14 383
Autres créances	76 168
Disponibilités	
TOTAL	90 550

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	À l'ouverture de l'exercice			Affectation	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
	avant règlement ANC 2018-06	règlement ANC 2018-06 au 01/01/2020	avec règlement ANC 2018-06 au 01/01/2020				
Fonds propres sans droit de reprise							
Fonds propres avec droit de reprise							
Réserves							
Report à nouveau	288 880,17		288 880,17		53 265,45		235 614,72
Excédent ou déficit de l'exercice	-53 265,45		-53 265,45		43 614,27		-9 651,18
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	455 553,29		455 553,29				
Subventions d'investissement					10 902,23		466 455,52
TOTAUX	691 168,01		691 168,01		107 781,95		692 419,06

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Report à nouveau	288 880,17		53 265,45		235 614,72
Excédent ou déficit de l'exercice	-53 265,45		43 614,27		-9 651,18
Subventions d'investissement	455 553,29		10 902,23		466 455,52
TOTAUX	691 168,01		107 781,95		692 419,06

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2023 et COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2022

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (CER)

EMPLOIS PAR DESTINATION		EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES PAR ORIGINE		EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE		RESSOURCES DE L'EXERCICE					
1 - MISSIONS SOCIALES		1 - RESSOURCES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC					
1.1. Réalisées en France		1.1. Cotisations sans contrepartie					
Actions réalisées par l'organisme		1.2. Dons, legs et mécénats					
Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France		Dons manuels				580,00	330,00
		Legs, donations et assurances-vie					
		Mécénats					
1.2. Réalisées à l'étranger		1.3. Autres ressources liées à la générosité du public					
Actions réalisées par l'organisme							
Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger							
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS							
2.1. Frais d'appel à la générosité du public							
2.2. Frais de recherche d'autres ressources							
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT							
TOTAL DES EMPLOIS		TOTAL DES RESSOURCES				580,00	330,00
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS							
5 - REPORTS EN FONDS DÉDIÉS DE L'EXERCICE							
EXCÉDENT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC DE L'EXERCICE		580,00	330,00	DÉFICIT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC DE L'EXERCICE			
TOTAL		580,00	330,00	TOTAL		580,00	330,00
				RESSOURCES REPORTÉES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN DÉBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DÉDIÉS)			
				(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public			
				(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice			
				RESSOURCES REPORTÉES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DÉDIÉS)			
				RESSOURCES DE L'EXERCICE			
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC				8 458,56	8 271,36
EMPLOIS DE L'EXERCICE		Bénévolat					
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES		Prestations en nature					
Réalisées en France		Dons en nature					
Réalisés à l'étranger							
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES À LA RECHERCHE DE FONDS							
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT							
TOTAL		TOTAL				8 458,56	8 271,36

ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts & dettes	à 1 an max. à l'origine				
etbs de crédit (1)	à plus d' 1 an à l'origine	301 399	43 566	171 303	86 530
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)					
Fournisseurs & comptes rattachés		37 159	37 159		
Personnel & comptes rattachés		9 997	9 997		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux		46 761	46 761		
Etat & autres	Impôts sur les bénéfices				
collectiv. publiques	Taxe sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, tax & assimilés	1 625	1 625		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés					
Groupe & associés (2)		200	200		
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)		11 423	11 423		
Dette représentative des titres empruntés					
Produits constatés d'avance		163 352	163 352		
TOTAUX		571 917	314 084	171 303	86 530
renvois	(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exer.	48 661			
	(2) Montant divers emprunts, dett/associés				

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	163 352
Financiers	
Exceptionnels	
TOTAL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	163 352

CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	460
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 384
Dettes fiscales et sociales	17 808
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL DES CHARGES À PAYER	30 651

INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 31 992,00 Euros.

Cet engagement a été comptabilisé.

L'indemnié est calculée selon la rémunération brute multiplié par le nombre d'années passées divisé par le nombre d'années prévues pour les salariés en CDI ayant au moins 1 an d'ancienneté.

GARANTIE SUR EMPRUNT

Il existe une caution par une Société de Cautionnement à hauteur de 60% du Capital emprunté, soit 141 208.90 € sur le prêt de réhabilitation de l'internat.

ENGAGEMENTS DONNÉS

Le montant des intérêts à échoir se décompose comme suit :

- pret 31 855 € : 0
- pret 15 000 € : 19.25
- pret 10 000 € : 57.31
- pret 70 000 € : 7 777.27
- emprunt réhabilitation internat : 14 233.02

	Autres	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Montant
Effets escomptés non échus						
Cautionnements, avals et garanties donnés par la société						
Engagements assortis de sûretés réelles						
Intérêts à échoir	22 031					22 031
Assurances à échoir						
Autres engagements donnés :						
Contrats de crédits-bails						
Contrats de locations financement	48 525					48 525
Location Mobilière - COPIEUR	4 269					4 269
Location financement - STANDARD	8 129					8 129
TOTAL (1)	82 954					82 954
	Autres	Dirigeants	Provisions			Montant
Engagements en matière de pensions						
TOTAL	82 954					82 954

RÉMUNÉRATIONS DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

Le montant global des rémunérations des 3 plus hauts cadres dirigeants salariés et bénévoles de la MFR s'élève à 130 704 €

LES EFFECTIFS

	31/12/2024	31/12/2023
Personnel salarié :	17,69	18,04
Ingénieurs et cadres	10,70	11,46
Agents de maîtrise	0,73	0,69
Employés et techniciens	6,26	5,89
Ouvriers		
Personnel mis à disposition :		
Ingénieurs et cadres		
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens		
Ouvriers		

DÉSIGNATION	CHARGES	PRODUITS
CHEQUE 0698874 MSA REGUL 08/2023 PENA RETARD	7	
AV PRO A PRO ANTERIEUR	204	
Cession (Mise au Rebut - HS) 21830000-41-COPIEUR INEO + 335	942	
Amortissements Pour le compte 13100000		46 440
ANNUL DETTE DE 2018 BE OUTSIDE F.10/2018		6 793
SOLDE DETTE NDF 2020 NDF DE 2020		122
FERME BERNARDIN DOUBLON FAC 2021		99
Ecart de règlement REGUL ANFRA/CNPR 2022+2023		2 349
RBT BOURSE EPI RBT BOURSE EPI 2023 NON ENCAIS		683
O.P.J. RECOUVR 411POIRL/20190087		55
O.P.J. RECOUVR 411POIRL/20190087		60
O.P.J. RECOUVR 411SEILJ/20200219		45
AIDE AUX FAMILLES BOURSIERES CATTET N POUR MELISSA BARTHOD		100
O.P.J. RECOUVR 411POIRL/20190087		95
O.P.J. RECOUVR 411TUAJ1/2023-0071		50
O.P.J. RECOUVR 411SEILJ/20200219		60
O.P.J. RECOUVRE 411POIRL/20190087		95
O.P.J. RECOUVR 411POIRL/20190087		95
REMISE 7555209 RGF RECOUVREMENT PERROT DAMIEN		512
O.P.J. 411PORL 20190087 - POIROT CHRI		95
O.P.J. 411POIRL 20190087 - POIROT CHR		95
O.P.J. 411POIRL 20190087 POIROT CHRIS		95
O.P.J. 411POIRL 201*90087 POIROT CHRI		95
O.P.J. 411SEILJ 20200219 JEANROY JESS		53
O.P.J. 411POIRL / 20190087		50
TOTAL	1 152	58 139